

provinciale du Québec, les autorités avaient dit: Il nous faudrait des pouvoirs exceptionnels pour essayer de mater ce mouvement-là. (*Applaudissements*)

• (4.20 p.m.)

On dit qu'on n'a rien fait. On veut absolument utiliser des expressions globales pour impressionner je ne sais trop qui. Mais à l'heure actuelle, les ravisseurs réclament la libération de 25 gars du FLQ qui sont présentement en prison par suite de leur comparution devant les tribunaux. On nous a dit: M. Vallières est libre et M. Gagnon, à qui le procureur général refusait des cautionnements depuis longtemps, a été libéré en vertu des lois du pays, sous caution. Le gouvernement est sans doute responsable de cela. On a fait ce qu'on a pu. La police a bien agi. Il n'est pas de bonne guerre, aujourd'hui, de reprocher au gouvernement de ne pas avoir fait ce qu'il aurait dû faire, eu égard aux activités du Front de Libération du Québec.

Avant de traiter de la situation comme telle, je voudrais m'arrêter un peu à l'analyse des causes. Comment se fait-il qu'il y ait des membres du FLQ à Montréal ou dans la province de Québec? Évidemment, notre ami d'York-Sud (M. Lewis) a trouvé tout de suite la cause: l'ineptie du gouvernement, la grève des postes, quelques autres défaillances dans le domaine économique et surtout le chômage. C'est la raison pour laquelle le mécontentement existe. Évidemment, on nous accuse, nous, qui sommes venus à Ottawa, de bonne foi, essayer de représenter la population du Québec, de ne pas avoir réussi à régler les problèmes, parce qu'il y a plus de séparatisme aujourd'hui—et c'est peut-être vrai—qu'il y en avait lorsque nous sommes arrivés. Par contre, l'honorable député n'a pas tenté de démontrer qu'il y en aurait pas encore plus aujourd'hui, s'il n'y avait pas eu un groupe de Canadiens français qui sont venus à Ottawa et qui ont essayé de faire reconnaître le fait français partout au Canada, malgré l'opposition non pas de l'honorable député d'York-Sud,—je ne voudrais pas même y faire allusion—mais malgré celle, très tenace, que nous avons rencontrée de l'autre côté de la Chambre. Et nous avons essayé de faire ce que nous pouvions, même pour le Québec, malgré les protestations que nous n'agissions que pour le Québec, parce que nous sommes dans la situation que nous connaissons. On dit: Vous savez, à Québec, ce n'est qu'un problème économique. Réglez le problème du chômage et les Canadiens français seront contents! Si l'on prend des mesures spéciales pour relever l'économie du Québec, on dit: Ces gars-là s'intéressent seulement au Québec et veulent accorder à cette province des traitements de faveur. Voilà la situation dans laquelle nous nous plaçons...

M. Lewis: Ce n'est pas l'opinion du Nouveau parti démocratique...

L'hon. M. Marchand: Je n'ai pas compris, monsieur l'Orateur. Pardon?

M. Lewis: Ce n'est pas la situation du Nouveau parti démocratique.

L'hon. M. Marchand: J'ai peut-être parlé trop vite, mais j'ai bien exclu le Nouveau parti démocratique de cette affaire et il ne saurait, par conséquent, en être question.

De toute manière, là où le Nouveau parti démocratique entre en cause, c'est quand il attribue la naissance et la croissance du FLQ à ce qu'il appelle «l'arrogance du premier ministre».

Si les seules causes du malaise sont vraiment celles que les députés néo-démocrates ont mentionnées, c'est-à-dire le chômage, le manque de croissance économique, etc., sans doute que c'est le Nouveau parti démocratique qui devrait être à la place du FLQ dans la province de Québec. Au fait, il s'agit d'objectifs qu'ils poursuivent honnêtement au Canada depuis très longtemps. On sait que ce n'est pas le Nouveau parti démocratique qui a la tâche de les représenter. Si c'est là ce qu'ils veulent, si c'est là que réside le problème, c'est parce qu'il y a autre chose au fond du problème. Et je ne comprends pas que l'honorable député d'York-Sud, qui est tout de même intelligent et instruit, ne voie pas dans le mouvement du FLQ l'expression d'un certain nationalisme étroit et raciste, et qu'il s'agit là de la principale cause du problème, qu'il n'a pas mentionnée, simplement pour pouvoir embêter le gouvernement un petit peu plus, sans doute.

Voilà où est né le FLQ. Une forme de racisme ou de nationalisme étroit lui a donné naissance. On n'en parle pas! Qui est responsable de cela? Est-ce le gouvernement? Est-ce le très honorable premier ministre ou bien l'incompréhension de certains collègues du député d'York-Sud ou de certains de ses compatriotes?

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas continuer dans cette voie, parce que cela tend à déplacer le problème. Je n'aime pas qu'on ait tenté d'utiliser tous les malaises qu'il peut exister dans la société pour embêter le gouvernement à un moment où il essaie de sauver non pas sa peau, mais l'État canadien.

Le seul problème qui subsiste, à mon sens, c'est celui-là. Tout le reste fait peut-être partie du jeu normal de la politique et je trouve que le moment est mal choisi pour en faire. Certains ne peuvent pas se sortir cela de la peau et je comprends qu'ils puissent être faits ainsi.

Le problème est de déterminer si la situation à Montréal justifiait une action draconienne et, dans l'affirmative, si l'urgence était telle qu'il fallait faire ce que nous avons fait dans les délais où nous l'avons fait?

Voilà le problème qui s'est posé. Je comprends, monsieur l'Orateur, que ceux qui sont bien protégés derrière les Rocheuses ou, encore, qui sont dans le centre de la ville de Toronto ne savent pas ce qui se passe au Québec présentement. Ah! il y en a qui le savent, idéologiquement. Il y en a qui peuvent faire des analyses sociologiques de ce qui se passe au Québec. Mais il s'y passe autre chose et il faudrait peut-être que les députés en soient conscients.

C'est qu'à l'heure actuelle, dans la province de Québec, il n'y a plus de liberté. Les gens ne veulent plus sortir; ils ont peur. Je ne suis pas le seul à avoir peur, car enfin je ne suis pas mieux que les autres, ni plus brave, mais qu'on pose la question à tous les députés qui viennent du Québec, bleus comme rouges! Et s'il y avait des députés néo-démocrates au Québec, ils seraient dans la même situation. Les députés du Québec ont peur, pas souvent pour eux-mêmes, mais pour leurs enfants et leurs femmes. Il en est de même pour certains hommes d'affaires. J'en ai rencontré à Ottawa, aujourd'hui, qui avaient fui Montréal. Des gens qui reçoivent des menaces à la journée, il y en a toujours eu dans la vie publique, c'est